

**RAPPORT N° 2024/1-02**  
**au Bureau de la Communauté**  
**en séance du jeudi 15 Février 2024**

**OBJET: PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES RESEAUX EU DU QUARTIER SAINT JACQUES – COMMUNE DE SAINT-DENIS**

Dans le cadre de la continuité des efforts déployés pour l'amélioration des conditions de vie des habitants de son territoire, la CINOR s'est engagée dans une programmation pluriannuelle de travaux avec pour objectif la réhabilitation des ouvrages publics d'assainissement des eaux usées qui, de part leurs caractéristiques, leur localisation et leur vétusté génèrent des nuisances récurrentes.

La présente opération a pour objet de réhabiliter les réseaux d'eaux usées qui desservent le Quartier Saint Jacques. Il s'agira tout particulièrement de réhabiliter le collecteur principal et les branchements de la rue Sainte Marie.

Un diagnostic des réseaux mené en 2020 puis en 2023 a mis en évidence plusieurs anomalies structurelles. Certains tronçons présentent également des pentes très faibles, voire des contre-pentes. Les réseaux sont à reprendre intégralement, de part la présence d'amiante.

Les travaux consisteront notamment en :

- des fouilles en tranchées et pose de collecteur principal DN 200 et 150 mm en fonte et PVC ;
- la réalisation des revêtements de chaussées définitifs, sur tranchées, en enrobés à chaud ;
- la signalisation et pré-signalisation du chantier ;
- les opérations de réception et de vérification des réseaux neufs ;
- la gestion, l'évacuation, la valorisation des déchets conformément à la réglementation en vigueur.

L'enveloppe affectée à l'opération d'assainissement s'élève à **718 325,00 € HT**.

Cette opération est éligible aux aides financières allouées aux collectivités par l'Office de l'eau de la Réunion (OLE – 30% des dépenses éligibles). En outre, l'opération peut prétendre à une participation financière de l'Etat via le FEI (Fonds Exceptionnel d'Investissement).

La CINOR souhaite solliciter auprès de ces organismes des subventions selon le plan de financement ci-dessous :

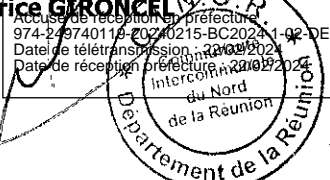
	Participation Office de l'eau		Participation FEI	CINOR
Montant prévisionnel de l'opération € HT	Dépense éligible € HT	Subvention (30% de la dépense éligible) €	Subvention estimée sur montant prévisionnel total HT	Participation
718 325,00 €	288 000,00 €	86 400,00 €	488 260,00 €	143 665,00 €
100%		12,03%	67,97%	20,00%

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour les travaux de réhabilitation du réseaux Eu du quartier Saint Jacques– Commune de Saint Denis,
- autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'Office de l'Eau de la Réunion, d'une subvention d'un montant de **86 400,00 €** sur la base du montage financier précédent,
- autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'Etat, d'une subvention d'un montant de **488 260,00 €** sur la base du montage financier précédent,
- approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, **143 665,00 € H.T**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président  
Maurice GIRONCELY



**DECISION N°2024/1-02  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 15 Février 2024**

**OBJET**

**PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES RESEAUX EU DU QUARTIER SAINT JACQUES – COMMUNE DE SAINT-DENIS**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, Veolia eau ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2024/1-02 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver le plan de financement suivant pour les travaux de réhabilitation du réseau d'eaux usées du quartier Saint Jacques – Commune de Saint Denis,

Montant prévisionnel de l'opération € HT	Participation Office de l'eau		Participation FEI	CINOR
	Dépense éligible € HT	Subvention (30% de la dépense éligible) €	Subvention estimée sur montant prévisionnel total HT	Participation
718 325,00 €	288 000,00 €	86 400,00 €	488 260,00 €	143 665,00 €
100%		12,03%	67,97%	20,00%

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'Office de l'Eau de la Réunion, une subvention d'un montant **86 400,00 €** sur la base du montage financier précédent.

**ARTICLE 3**

D'autoriser le Président à solliciter l'obtention, auprès de l'Etat, une subvention d'un montant **488 260,00 €** sur la base du montage financier précédent.

**ARTICLE 4**

D'approuver la participation financière de la CINOR prévue dans le plan de financement, soit **143 665,00 € H.T.**, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 14  
Suffrages exprimés : 14  
Vote pour : 14  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde 22 FEV 2024

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20240215-BC2024-1-02-DE  
Date de télétransmission : 22/02/2024  
Date de réception préfecture : 22/02/2024